

éditoriaux & opinions

Une crise de la démesure

Le Forum d'action modernités, présidé par Philippe Lemoine, le patron de LaSer, publie aujourd'hui un livre collectif de réflexions sur la crise, intitulé « Vers un autre monde économique ». L'un des contributeurs à l'ouvrage, Marc Guillaume, professeur à Paris Dauphine, revient sur la crise de la valeur et la crise des valeurs révélée par cette crise. Placé sous l'égide de la Fondation de France, le Forum d'action modernités, dont le président d'honneur est Edgar Morin, mène des travaux en liaison avec la Clinton Global Initiative pour donner une autre lecture de la société avec pour intuition l'imminence d'une « révolution positive ».



POINT DE VUE MARC GUILLAUME

Économiste, sociologue

L'ordre économique aujourd'hui est voué à la démesure, au désir d'infini, désir d'argent, de puissance, de nouveauté. L'économie donne pourtant l'impression de tout mesurer : la croissance, le chômage, l'inflation, la valeur des travailleurs comme celle des entreprises et des actifs financiers. Mais le réseau mondial de statistiques ne mesure que des valeurs internes au champ économique, rien ne permet de donner à ces valeurs un équivalent dans d'autres champs de finalités, des finalités morales ou spirituelles. L'économie mesure tout, mais rien ne la mesure elle-même. Cette impuissance de l'économie à mesurer ce qui l'excède, la menace de l'extérieur, est l'origine profonde de la crise actuelle, laquelle nous oblige en retour à penser tout autrement.

Cette crise est en effet plus grave, en termes structurels, que la crise de 1929. Il faut certes espérer que ses effets seront moins catastrophiques, espérer aussi que les timides signes de reprise observés aujourd'hui seront consolidés dans les prochains mois. Mais le pire danger serait de ne pas évaluer ses causes profondes. Car elle ne résulte pas seulement d'un jeu financier mondial qui a tourné au désastre. Elle est issue en fait

de trois périodes successives de démesure ou, au moins, de mauvaises mesures. D'abord, la crise du fordisme dans les années 70, aggravée par les chocs pétroliers. Période marquée par de multiples désordres, une inflation à deux chiffres, puis des taux de chômage dévastateurs, la désorganisation des échanges internationaux. Tous ces désordres auraient dû inciter à prendre la mesure des faiblesses profondes qui minaient l'économie et, en particulier, la mesure des menaces écologiques, conduire à réorienter la croissance quand il en était encore temps, chercher à sortir de l'économie pétrolière, modérer la compétition mondiale et aider les pays qui allaient émerger à préférer un développement plus soucieux des indicateurs de développement humain.

Cette période d'incertitudes et de désordres a donc été gâchée et les questions en suspens ont été recouvertes par une deuxième vague, celle de la « nouvelle économie ». Les technologies de communication ont apporté à la fois des gains de productivité et un dynamisme de la demande pour de nombreux biens nouveaux. On a ainsi cru un temps, surtout en observant l'économie américaine, qu'un chemin de croissance durable avait été retrouvé. L'optimisme a conduit à l'excès du crédit, aux anticipations sans fondement

et à l'envolée déraisonnable de certaines valeurs boursières.

Mais l'explosion de la bulle Internet est restée sectorielle et la phase de ralentissement et d'assainissement a été évitée au prix d'une aventureuse politique américaine de soutien de la demande finale et du laxisme en matière de crédit et d'endettement. Qui ont abouti finalement à la crise des subprimes, entraînant cette fois une crise économique globale. Laquelle est donc la fille de trois moments où la mesure des difficultés n'a pas été prise. Elle ne pourra être surmontée qu'en nous imposant une vision post-prométhéenne, contraignant la passion de la démesure ou l'infléchissant vers d'autres horizons.

La contrainte interdit à l'évidence la poursuite indéfinie de la croissance matérielle. Elle impose un renversement de hiérarchie. L'économie doit se soumettre à la vision écologique qui l'englobe et qui oppose au désir d'infini la conscience de la finitude de la planète. Ce que les économistes appellent les effets externes et qu'ils placent à la marge de leur champ pour les traiter de façon partielle doit prendre une place centrale. On en est loin quand on voit les difficultés de mise en œuvre d'une taxe carbone qui ne concerne qu'une partie de la planète et des risques environnementaux. D'où l'urgence de mesurer et de tenter de prévoir les évolutions de l'environnement par un dispositif statistique de même ampleur que celui construit pour l'économie.

L'infléchissement, c'est l'application du programme cartésien au « parc humain ». Une croissance encore, mais introvertie. Les nouveaux territoires de la biosphère et de la noosphère seront les vases d'expansion de la démesure humaine. Concrètement et à court terme, la santé, la prévention, la sécurité. Et aussi l'éducation et la connaissance. Un autre monde économique donc, fait de services et d'innovations. Mais avec le risque associé de la prolifération des contraintes, des normes et des contrôles, qui rapprocherait notre monde de ce qu'ont décrit Huxley et Orwell. La démesure économique conduirait ainsi, par une ruse de l'histoire, à un dépérissement de la valeur économique et à une mutation anthropologique. ■

VERS UN AUTRE MONDE ÉCONOMIQUE

L'ouvrage « Vers un autre monde économique » disponible aujourd'hui (Éditions Descartes et Cie, 264 pages, 14 euros) est issu des travaux du groupe Économie du Forum d'action modernités, animé par Michel Henochsberg, professeur à Nanterre. Le livre exprime la conviction que la crise nous oblige à repenser l'avenir et à imaginer un nouveau monde. La finance et l'écologie nous ont fait prendre conscience de la finitude du monde. Dès lors, « il faut aujourd'hui limiter la démesure du capitalisme et l'encadrer de l'extérieur pour une nouvelle politique de "tenue" du monde qui nous permette de vivre ensemble », résume Philippe Lemoine dans l'introduction. Dans un article sur les bouleversements de la consommation, Philippe Moatti explique que nous devons « passer d'une quête de l'avoir à une recherche de l'être », ce qui suppose de remplacer l'économie des produits par une économie des solutions, pour mieux gérer les ressources. PH. MA.

DES IDÉES SUR LE WEB

Bonus des traders : à la racine du problème !

Olivier Lecomte, professeur de finance à l'École centrale à Paris.

Si la volonté d'encadrer les bonus des traders paraît légitime, de telles mesures ne suffisent pas à éviter qu'une autre crise se produise. Car cette question ne représente qu'une infime partie du problème. En vérité, explique

l'auteur, les bonus exorbitants découlent de profits qui le sont tout autant. Lesquels viennent de risques pris considérables, mettant en jeu d'énormes montants avec des effets de levier colossaux, sans que leur coût réel soit as-

sumé par les banques. Là est la racine du mal. Il faut responsabiliser les banques sur leurs activités à risque et leur faire payer une prime d'assurance au titre du secours que la collectivité est susceptible de leur apporter. Le bonus

n'est donc qu'un épiphénomène, qui ne doit pas distraire les hommes politiques de leur mission, qui est de rebattre les règles du jeu de la finance pour qu'elle ne crée plus un risque systémique pour la collectivité.

ÉDITOS

Une taxe carbone à rien

Un impôt imbécile chasse l'autre : le gouvernement, ayant supprimé la taxe professionnelle, vient d'inventer la taxe carbone. Rappelons au contribuable oublieux et étourdi par ses congés estivaux que Michel Rocard a été chargé d'une mission par le président Sarkozy. Cette information d'apparence anodine devrait faire dresser les cheveux sur la tête de tous les Français. Dès que Rocard est à pied d'œuvre, un nouvel impôt est créé. Ou bien un grand emprunt est lancé — ce qui revient peu ou prou au même. Cette fois-ci, notre ancien Premier ministre a donné toute la mesure de sa créativité. Michel-Ange a peint la chapelle Sixtine, Michel Rocard a créé la taxe carbone. Il s'agit d'un prélèvement qui frappera la consommation d'énergie, l'essence au premier chef. L'objectif est d'orienter les comportements des ménages et des entreprises, pour les inciter à devenir vertueux — ou verts tout court. Les règles du bon sens ordinaire cessent ici d'opérer, car nous entrons en Rocardie. Le produit de la taxe carbone sera rétrocédé aux ménages, grâce à des réductions d'impôt sur le revenu. Le montant restitué variera en fonction du lieu de résidence (pour ne pas pénaliser les ru-



PAR FRANÇOIS LENGLET

raux), du niveau de revenu (pour ne pas pénaliser les pauvres), du nombre d'enfants (pour ne pas pénaliser les familles nombreuses)... Et peut-être aussi de l'âge, du niveau d'étude et du tour de poitrine. Ceux qui ne payent pas l'impôt devraient recevoir un chèque du Trésor public. S'il ne s'agissait pas de CO₂, le terme d'usine à gaz s'imposerait comme le plus charitable pour caractériser un tel monument. Incompréhensible, créant des effets d'aubaines, ajoutant une complexité à un système fiscal qui n'en a guère besoin, la taxe carbone risque de surcroît de ne servir à rien. Car une taxe véritablement incitative ne doit pas être compensée. Qu'elle frappe davantage les campagnards est inévitable. Qu'elle frappe davantage les pauvres est regrettable. Mais c'est aussi le cas de la TVA et du prix de la baguette de pain, pour lesquels on ne songe pas à créer de complexes tuyauteries de compensation qui sont autant d'obstacles à la croissance. flenglet@latribune.fr

LA TRIBUNE.fr

RETROUVEZ chaque jour la chronique économique d'Erik Izraelwicz en vidéo sur latribune.fr

L'épine dans le pied de Vivendi

L'opportunisme est certainement une des clés de la réussite dans les affaires. Et, jusqu'ici, Vivendi s'en sort plutôt bien. Le groupe a bien sûr une stratégie assumée dans ce qu'il appelle l'« entertainment » (le divertissement) et la communication. Son but ? Se développer sur des métiers en croissance plus rapide que le PIB, dans la production et la distribution de contenus et de services aux particuliers. Son mode opératoire ? Améliorer la performance de chaque entité en laissant une grande autonomie à chaque patron, et réaliser des acquisitions ciblées au gré des opportunités. Le groupe dirigé par Jean-Bernard Lévy a ainsi étudié de très nombreuses acquisitions ces dernières années, renonçant souvent pour de bonnes raisons de prix : Zain (télécoms au Moyen-Orient et en Afrique), Digital Plus (télévision en Espagne), Oger (télécoms au Moyen-Orient), PagesJaunes (annuaires en France), etc. Parfois, les opérations se concrétisent : mariage avec Activision (jeux vidéo aux États-Unis) et acquisition de Neuf Cegetel (téléphonie fixe et Internet en France). Au final, la performance financière du groupe est bonne. Pourtant, il reste entravé dans son développement, car Jean-Bernard Lévy n'est pas vraiment maître chez lui. L'opération annoncée hier (lire page 12) en apporte une preuve supplémentaire. Joli coup que ce projet de débarquement



PAR JEAN-BAPTISTE JACQUIN

dans les télécoms au Brésil en proposant 2 milliards d'euros pour un petit opérateur Internet qui a le vent en poupe : plus de 30 % de croissance annuelle, cela fait rêver. Mais l'opération, si elle se concrétise, est réalisée par Vivendi et non par SFR, son fer de lance dans le fixe et le mobile. Parce que Vivendi ne détient « que » 56 % du premier concurrent d'Orange en France, tandis que le géant Vodafone en conserve 44 %. Et Jean-Bernard Lévy a beau répéter année après année qu'il serait heureux de monter à 100 %, rien ne bouge. Cela complique beaucoup les choses (intégration, synergies, gestion des carrières...) quand le contrôle des filiales est partagé. Or Vivendi se retrouve dans une situation similaire dans la plupart de ses métiers : il ne détient que 54 % de ses jeux vidéo (Activision Blizzard), 53 % de Maroc Télécom et 65 % de Canal Plus France. Seul Universal Music est détenu à 100 %. Cela n'a pas empêché Vivendi d'avancer, mais cette épine dans le pied devrait faire réfléchir France Télécom au moment où il s'engage dans la création d'une filiale à 50-50 en Grande-Bretagne avec Deutsche Telekom. jbjacquin@latribune.fr

Cette impuissance de l'économie à mesurer ce qui l'excède, la menace de l'extérieur, est l'origine profonde de la crise actuelle, laquelle nous oblige en retour à penser tout autrement.

